

La Société civile demande au nouveau parlement européen de mettre les questions de drogues au cœur de ses priorités

Lors d'un séminaire tenu ce jour à Bruxelles, le forum européen de la société civile a montré la nécessité pour le parlement européen de faire des politiques drogues, fondées sur la science et les droits humains, l'une de ses priorités.

Le 5 décembre, le Forum de la société civile sur les drogues en Europe (CSFD), un groupe d'experts auprès de la Commission, a organisé un séminaire ayant pour titre « Le futur de la politique européenne des drogues ».

Cet évènement se tient à un moment crucial, alors que l'Union doit faire face à des défis nombreux en la matière. Malgré les nombreux efforts fournis, la distribution et la production de produits stupéfiants demeure parmi les marchés noirs les plus profitables de la région ; ses conséquences sanitaires, sociales et économiques continuent de croître, avec plus de 8 000 décès déjà recensés pour l'année 2019. La question de l'usage et de la revente de drogues affecte des millions de citoyens européens, amenant avec elle des conséquences terribles sur un plan humain.

L'arrivée imminente à échéance des textes cadres de la politique des drogues de l'Union (EU Drug Strategy (2013 -2020) and EU Drug Action Plan (2017-2020)) représente une vraie opportunité à saisir pour les institutions européennes. Elle représente une chance de revoir les facteurs de réussite et d'échecs de la précédente politique, et de construire sur la base des leçons de la dernière décennie une politique efficace, commune et prioritaire, ancrée dans les droits humains et la santé.

Pourtant, la société civile s'inquiète de ne pas voir pour l'instant cette question figurer en bonne place des priorités actuelles et futures de l'Union.

"Ce séminaire avait pour objectif de montrer aux parlementaires nouvellement (ré)élus pourquoi la politique des drogues est un enjeu crucial à l'échelle européenne," explique Laurène Collard, actuelle présidente du CSFD. "Nous avons cherché à montrer et à échanger avec eux sur les enjeux d'avenir de la politique en la matière, en lien avec ce que nous montre la recherche, pour assurer le futur de ces stratégies et de la collaboration avec la société civile, facteur clé de la réussite en la matière ».

Pendant l'évènement qui accueillait également l'Observatoire européen des drogues et addictions (EMCDDA), les parlementaires se sont vus recommander :

- De prioriser l'accès à la santé en matière de lutte contre la drogue,
- De mettre l'accent avant tout sur les droits humains,
- De faire le point régulièrement sur les évolutions en matière de réglementation des substances,
- D'assurer un financement concret, direct et suffisant à l'application de la stratégie communautaire,
- Et enfin de créer un groupe informel de parlementaires dédié à ces questions au sein du parlement.

Contact:

Ms. Laurène Collard | Présidente du CSFD | l.collard@federationaddiction.fr | +33 6 15 26 35 95

Notes au lecteur :

The CSFD est un groupe d'experts auprès de la Commission, composé de 45 ONG de partout en Europe. Son objectif de constituer une plateforme représentative pour dialoguer et fournir des recommandations entre les institutions européennes et les acteurs de terrain agissant dans le champ des drogues.

<http://www.civilsocietyforumondrugs.eu/>

CSFD report for Members of European Parliament:

https://www.dropbox.com/s/9z13fdn3dgaouuc/CSFD%20policy%20paper%20for%20MEPs_2019.pdf?dl=0

EMCDDA 'European drug report 2019': http://www.emcdda.europa.eu/edr2019_en

EMCDDA 'EU drug Markets report': http://www.emcdda.europa.eu/publications/joint-publications/eu-drug-markets-report-2019_en